

ARKEBE OQUBAY

Ministre et conseiller spécial du Premier ministre d'Éthiopie

Thierry de Montbrial

J'étais sur le point de dire que nous sommes tous Sénégalais maintenant. Sommes-nous également tous Ethiopiens, Arkebe ? Je voudrais également préciser que vous êtes l'auteur, ou l'éditeur, d'un certain nombre d'ouvrages très importants, non seulement sur l'Éthiopie mais également sur le développement économique au sens large. Vous avez la parole.

Arkebe Oqubay

Merci Thierry. Tout d'abord, je dois vous remercier et vous féliciter pour ce travail formidable qui contribue à créer une nouvelle façon de comprendre les enjeux mondiaux. Je fais référence à la contribution de l'IFRI et de la World Policy Conference, que je trouve assez importante, donc merci pour cela. Elle est aujourd'hui considérée comme l'un des plus importants groupes de réflexion, même si nous savons que la plupart des principaux groupes de réflexion se trouvent aux États-Unis. Elle a été classée comme l'un des plus importants groupes de réflexion dans le monde, et je m'en réjouis. Je félicite également ma sœur Aminata, peut-être l'une des rares femmes ayant occupé la fonction de Premier ministre, pour le travail formidable que nos collègues sénégalais sont en train d'accomplir.

Je vais commencer par le point que Thierry a soulevé. Sommes-nous tous éthiopiens ? Il s'agissait d'une question, et la réponse est oui. Et j'ai une bonne raison de le dire – les origines de l'Homme remontent à Lucy, et Lucy a été découverte en Éthiopie, des restes humains vieux de 3,5 millions d'années, donc vos origines remontent à Lucy en Éthiopie. L'Éthiopie est également connue pour être l'un des premiers pays à avoir accepté le judaïsme. C'est pourquoi il y a des Ethiopiens juifs, et cela remonte bien avant le christianisme en Éthiopie. L'Éthiopie est également l'un des plus anciens pays musulmans – la première mosquée a été construite au VII^e siècle, et les disciples du Prophète Mohammed qui n'avaient pas été bien reçus par l'Arabie Saoudite ont été accueillis par le roi éthiopien de l'époque qui leur a donné des terres – c'était un roi chrétien – et le Prophète Mohammed a alors déclaré qu'aucun musulman ne devra jamais déclarer la guerre à l'Éthiopie. Cela en fait le plus ancien pays musulman. Cependant, l'Éthiopie est également l'un des plus anciens pays chrétiens. Le christianisme a une longue histoire là-bas.

Notre société est donc diversifiée en termes de religion, les habitants font preuve de tolérance les uns envers les autres, et dans certains endroits, musulmans et chrétiens se marient même entre eux. Nous sommes une société diversifiée et tolérante.

Pour en revenir au prestigieux prix qu'a reçu notre Premier ministre, je souhaiterais dire quelques mots à ce sujet. L'une des principales raisons pour lesquelles notre Premier ministre a reçu le Prix Nobel de la Paix est qu'il a pris la courageuse initiative de mettre fin à une guerre qui durait depuis 20 ans entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui n'était pas très populaire politiquement parlant. Sans intermédiaires majeurs, les deux leaders se sont rencontrés et ont décidé de faire la paix, notre Premier ministre ayant fait le premier pas. Aujourd'hui, l'Éthiopie et l'Érythrée vivent en paix, et nous sommes également reconnaissants envers tous nos amis qui nous ont aidé à instaurer cette grande paix, y compris le Royaume d'Arabie saoudite, les EAU et les Chefs des autres États.

L'une des premières initiatives de notre Premier ministre a été de se rendre au Caire et de s'adresser directement à la population égyptienne pour lui annoncer que l'Éthiopie s'était engagée à faire la paix avec l'Égypte, et que le Barrage de la Renaissance devait être construit en gardant à l'esprit leurs intérêts communs. Il a clairement fait comprendre que nous devons travailler en étroite collaboration. La paix a donc été un enjeu majeur pour notre Premier ministre dans la région.

La deuxième réforme sur laquelle s'est centré notre Premier ministre portait sur la gouvernance. L'un des changements dans notre système politique a été une plus grande implication des femmes, et aujourd'hui notre Président est une femme, tout comme le Président de la Cour Suprême, la juge Meaza, et 50 % des membres du

cabinet. Le Président de la Chambre est également une femme. Les femmes sont douées pour diriger un pays, et bien entendu, si l'on se tourne vers l'Allemagne, Mme Merkel a été la première femme à occuper la fonction de Chancelière sur une longue période. Cela a été une intervention majeure dans le domaine de la gouvernance, accompagnée de réformes économiques supplémentaires.

Cependant, ce qui est important c'est pourquoi le nom de l'Éthiopie est évoqué sur de nombreuses plateformes, et il y a une raison importante à cela. Depuis 1991, l'Éthiopie a été capable d'amorcer une croissance économique très rapide. Le pays a une population importante, et entre 1975 et 1991, sous le régime militaire, l'économie stagnait et le pays était enlisé dans une guerre sanglante. Une nouvelle constitution a été adoptée dans les années 1990, ainsi qu'un système multipartite, et le pays s'est centré sur la reprise. L'Éthiopie est aujourd'hui considérée par le FMI et la Banque mondiale comme l'économie à la croissance la plus rapide, parce qu'elle a une croissance constante de 10,5 % depuis 15 ans, le double du taux de croissance moyen de l'Afrique qui se situe entre 5 % et 5,5 %, ce qui a été un élément-clé de reconnaissance de l'Éthiopie.

L'Éthiopie n'a pas de pétrole, ni de diamants, ni d'autres ressources importantes, et sa croissance est entièrement le fruit du dur labeur des Ethiopiens et de l'accent mis sur l'attraction des investissements. En ce qui concerne les indicateurs sociaux, ou l'amélioration des conditions de vie de la population, il y a eu quelques réalisations notables, bien qu'insuffisantes. L'un des indicateurs clés, sans mentionner l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, etc., est l'espérance de vie moyenne – si les personnes peuvent vivre plus longtemps, cela signifie qu'il y a des améliorations relatives dans les services de santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, etc. Quant aux principaux progrès sur ce point, en 1991, l'espérance de vie moyenne était de 44 ans, et celle de l'Afrique de 50 ans, l'Éthiopie avait donc 10 ans de retard. L'espérance de vie moyenne est passée en 2016 à 66 ans, ce qui représente une amélioration de 21 ans, et si on la compare à la moyenne de l'Afrique en 2016, qui était de 60 ans, c'est le double de la moyenne. Cet indicateur est important, car la croissance doit bénéficier à la société tout entière.

Cependant, le pays s'est également centré sur les investissements à long terme. L'un des principaux domaines a été l'éducation, mais pas uniquement les écoles primaires. Dans notre pays, près de 30 millions de personnes étudient dans des écoles primaires. Notre population est importante. C'est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avec 100 millions d'habitants, et chaque année la population augmente de deux millions. Je dis toujours, pour donner une idée de son importance, que la population augmente chaque année de deux fois la taille de l'île Maurice, l'éducation devient donc plutôt cruciale.

La plus importante réforme de l'éducation menée par l'Éthiopie a été la transformation du système universitaire et l'introduction des établissements techniques. Pour cette transformation des universités et des établissements techniques, nous avons étudié les systèmes alternatifs et nous avons trouvé que le système allemand était celui qui nous convenait le mieux, notamment le système d'apprentissage des établissements techniques. Au cours des 15 dernières années, nous avons entrepris une réforme pour transformer ce système, et le nombre d'établissements techniques est passé de seulement trois en 1991 à 1 300 aujourd'hui, qui peuvent former un million de techniciens chaque année.

La deuxième expansion et transformation la plus importante a été dans le système universitaire. Nous n'avions que trois universités, et la capacité d'accueil ne s'élevait qu'à 5 000. Avec la réforme, ce chiffre est passé à 50 universités publiques, plus une centaine de collèges et universités privés, et dans les universités publiques, on compte désormais un demi-million d'étudiants. Chaque année, 100 000 jeunes sont diplômés d'une université publique.

Mais plus important encore, le changement majeur, l'enseignement universitaire était centré sur les sciences sociales et les lettres. Bien que ces disciplines soient importantes, pour une transformation économique rapide, l'ingénierie est essentielle et la technologie cruciale. Par conséquent, ce changement majeur s'est traduit par la réorganisation de l'enseignement qui était à 85 % centré sur les sciences sociales et les lettres et qui est passé à 70 % centré sur les sciences naturelles, la technologie et l'ingénierie, et sur ces 70 %, l'ingénierie doit représenter 40 %. Nous avons essentiellement atteint ce niveau. Nous avons dû former des milliers de professeurs d'universités au niveau doctorat, et le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent en ce sens. Nous sommes allés chercher 500 allemands, et comme vous le savez, les spécialistes allemands coûtent très chers. Leurs salaires ont été payés par le Trésor éthiopien, car nous voulions leurs compétences techniques.

L'éducation et le capital humain représentaient donc un enjeu fondamental. Le deuxième axe était l'infrastructure. On ne peut pas soutenir une croissance économique rapide sans infrastructure. Mais une infrastructure ne se construit pas du jour au lendemain. Par exemple, la construction d'une centrale hydroélectrique exige un long délai de décision, et 10 années sont nécessaires entre son lancement et son achèvement, il faut donc penser à long terme. L'Éthiopie s'est centrée sur l'infrastructure, en construisant des installations énergétiques, en élargissant les grandes routes et les routes rurales, et aujourd'hui, en construisant des réseaux ferroviaires électriques. Notre gouvernement a dépensé près de 50 % de son budget fédéral dans l'expansion de l'infrastructure. Cela nous a aidé à attirer et soutenir davantage d'investissements : au cours des six-sept dernières années, les entrées d'investissements directs à l'étranger (IDE) n'ont cessé d'augmenter. En 2017, l'Éthiopie a été l'une des principales destinations des IDE en Afrique, une augmentation de 50 % cette année-là. Entre 2012 et 2017, les IDE ont quadruplé, et le principal aspect est que 89 % de toutes les entrées d'IDE en Éthiopie étaient destinés à la fabrication.

Je voudrais en profiter pour faire remarquer cette idée fautive selon laquelle seuls les chinois investissent en Éthiopie. Ce n'est pas le cas. Concernant l'infrastructure, l'un des projets les plus importants est mené par une compagnie ferroviaire turque, et est financé par le Crédit Suisse et un consortium de plusieurs banques d'Europe. La Banque européenne d'investissement a financé d'importants projets d'infrastructure. Quant aux investissements, ce sont principalement les Européens qui dominent dans certains secteurs spécifiques. La floriculture est un secteur très dynamique à l'exportation, et il est totalement dominé par les Européens. Pas une seule entreprise chinoise n'est présente dans ce secteur. Dans le secteur de l'alimentation et des boissons, les principaux investisseurs sont européens. L'industrie brassicole connaît une croissance rapide de l'ordre de 25 % chaque année, et on y retrouve des groupes comme Diageo au Royaume-Uni, Castelli en France, Bavaria et Heineken aux Pays-Bas, ainsi que d'autres entreprises allemandes.

Je voudrais donc faire remarquer que le gouvernement améliore continuellement l'environnement commercial, et lorsque vous investissez en Éthiopie, vous pouvez également y trouver les compétences appropriées, des jeunes diplômés aux techniciens. L'un des points positifs est que, même si le français n'est pas très parlé, l'anglais l'est, ce qui facilite le transfert du savoir-faire.

Voilà les quelques points que je souhaitais souligner. Je voudrais également ajouter, car c'est important, que le partenariat entre l'Europe et l'Afrique est essentiel. Une bonne initiative du G20 et aussi de nombreux pays européens en la matière, est le G20 Compact with Africa. L'Éthiopie est l'un des quelques pays à avoir été sélectionnés pour faire partie de ce processus, et si je ne me trompe pas, le Sénégal figure également sur cette liste des priorités. C'est une ouverture qui encouragera un partenariat à plus grande échelle entre notre continent et l'Europe. J'étais sur l'un des ports du Maroc, qui se trouve à seulement 15 km de l'Europe, donc ces deux continents forment essentiellement une seule grande région, et il est très important de penser au potentiel de ces continents.

L'Afrique compte 1,2 milliard d'habitants ; d'ici 2050, sa population sera de 2,5 milliards. Près de 25 % de la population mondiale vivra en Afrique. D'ici 2100, soit dans 80 ans, 4,5 milliards de personnes habiteront en Afrique, ce qui représentera plus de 35 %. C'est un réel défi pour la création d'emploi, puisqu'actuellement, l'Afrique doit créer chaque année 20 millions d'emplois, au minimum, mais c'est aussi une grande opportunité. C'est une demande, c'est un marché, c'est une nouvelle opportunité économique, et c'est également une source d'investissement productif. Des installations de production pourront être implantées en Afrique, et cela pourra également contribuer à la compétitivité des entreprises étrangères.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup, Arkebe. Cette présentation était tout aussi fascinante, et nous avons entendu deux cas d'études particulièrement réussis qui illustrent, comme le Rwanda, que l'Afrique a un énorme potentiel de développement. J'ai donné du temps supplémentaire à nos intervenants. Il ne sera donc pas possible d'avoir une discussion maintenant. Merci à vous, Aminata et Arkebe. Nous avons beaucoup appris.